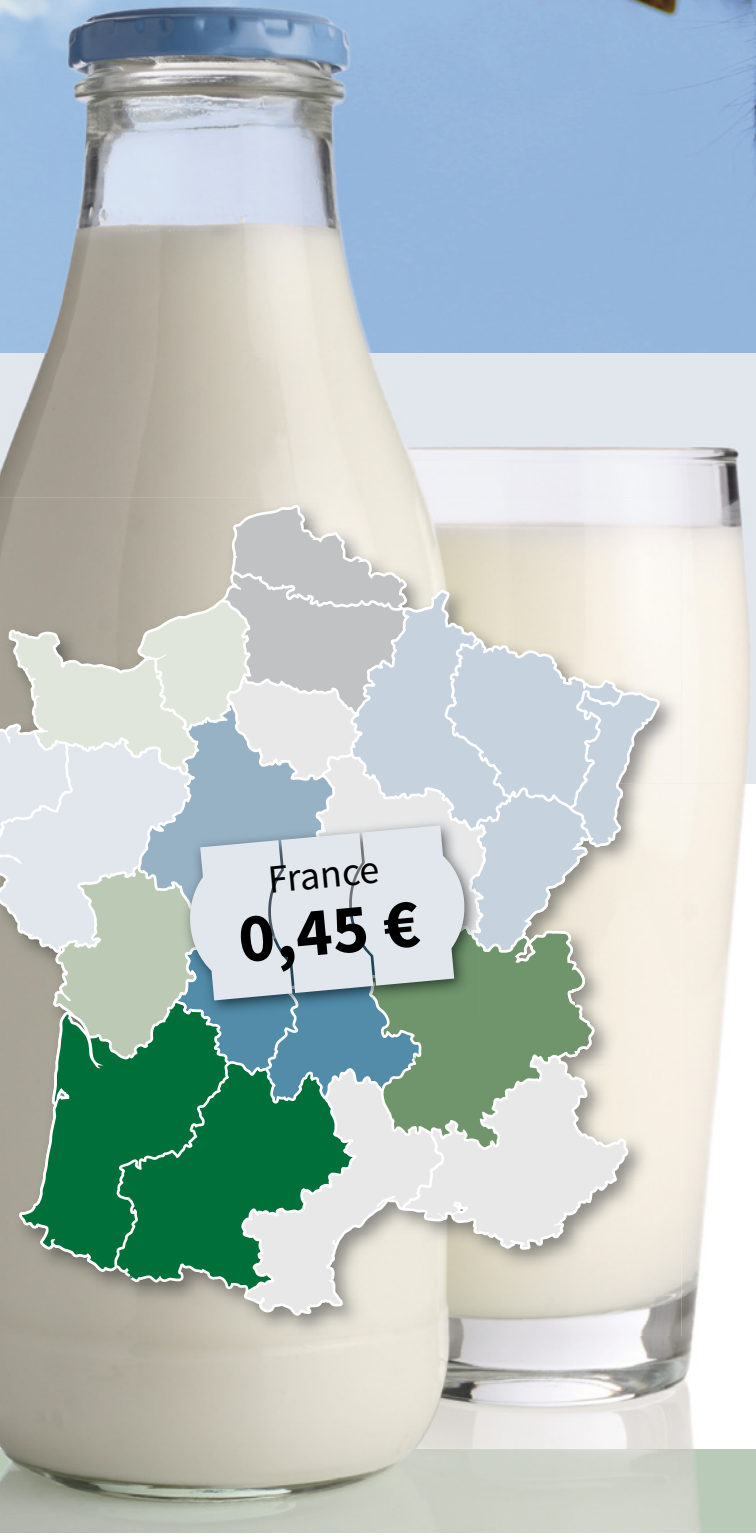


Le coût de la production laitière en France

European Milk Board

Éditeur:
European Milk Board ASBL
Rue du Commerce 124
1000 Bruxelles
Belgique

© 2014
Tous les droits de reproduction, même partielle, sont réservés au European Milk Board.

Les données de l'ensemble de l'étude scientifique sur les coûts de production sont disponibles sur notre site internet à l'adresse suivante:
www.europeanmilkboard.org

La version imprimable de l'étude est disponible auprès du bureau de l'EMB à Bruxelles :

European Milk Board ASBL
Rue du Commerce 124
1000 Bruxelles
Belgique
Tél. : +32 (0) 2 808 19 35
office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org

Références des images
Titre: Uschi Dreiucker/pixelio.de (vache), Marius de Graf/fotolia.com (bouteille/verre de lait)
P. 2, 3, 7 : Thomas Stephan/BLE
P. 3 : Stefan Schwarz/pixelio.de
P. 8 : M. Großmann/pixelio.de

Mise en page
bettina brand grafikdesign/munich

European Milk Board

The fair milk

Étude sur le coût de la production laitière en France

Que reflète le prix d'un produit ? Pas tant de choses si nous ne connaissons pas son coût de production. Afin de jeter quelque lumière sur cette question dans le secteur laitier, une étude s'est penchée sur le calcul du coût de production d'un litre de lait en France. Cette expertise s'inscrit dans le cadre d'un projet plus global ayant pour objet l'étude de la situation de la production laitière dans le plus grand nombre de pays possible. Cela permettra de mettre à disposition des producteurs, des transformateurs ainsi que des politiques et des citoyens des informations réalistes sur le coût de production. Cette expertise a été commandée par l'European Milk Board et le MEG Milch Board auprès du bureau d'agriculture et de sociologie agricole BAL (Büro für Agrarsoziologie und Landwirtschaft) en Allemagne.

La publication des résultats de l'étude pour l'Allemagne l'année dernière avait déjà fait grand bruit. En effet, ces chiffres montrent clairement le décalage qui existe entre le coût de production et le prix perçu par les producteurs allemands.

Concernant la différence entre le coût de production et le prix payé aux producteurs, l'étude française affiche une tendance semblable à celle que montraient déjà les chiffres pour l'Allemagne. Là aussi, un écart important subsiste entre le prix à la production et le coût réel de la production. Ainsi, garantir aux producteurs de lait un niveau de vie équitable devient très difficile – bien que ce soit un objectif clair de la Politique agricole commune[1].

Compte tenu de cette situation, il n'est pas surprenant qu'un nombre important de producteurs laitiers cessent la production et que le nombre d'exploitations laitières diminue continuellement.

1 voir article 39 du « Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne », révisé en 2009.

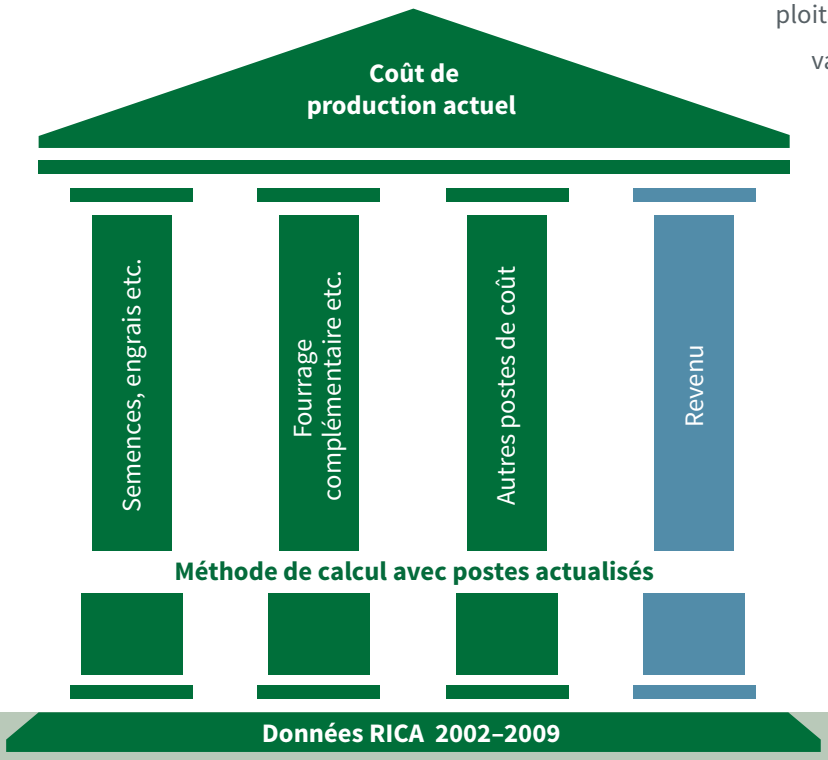
La base de données de l'étude

Le calcul du coût actuel de la production laitière en France provient en premier lieu de la synthèse économique des exploitations laitières spécialisées recueillie par l'Union européenne. En outre, une méthode particulière a été développée qui sera également utilisée pour le calcul du coût de production dans d'autres pays, afin de permettre une comparaison à l'échelle internationale.

Les données de l'UE sur lesquelles se base la présente étude sont issues du Réseau d'Information Comptable Agricole de la Commission européenne : RICA[2]. Ce réseau comptable des exploitations agricoles est reconnu officiellement et juridiquement par les États membres de l'Union européenne. Il contient des données sur la structure, la production, le revenu et le coût de production dans l'Union européenne. Les données pour la France se basent sur les données du RICA France du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (MAAF).

Le calcul du prix de revient (d'après la base de données comptables du RICA) provient dans un premier temps des années 2002 à 2009 (étant donné qu'il s'agit de données comptables, elles remontent toujours à environ trois ans). L'actualisation des données sur le coût de production se base sur les données du RICA en France pour 2010 et 2011 ainsi que sur les indices des prix des moyens de production agricoles tels que les fourrages, les engrais, les semences et l'énergie de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). Sur cette base, une actualisation a été effectuée pour l'année 2013[3]. Cependant, la charge de travail du gérant de l'exploitation et des membres de sa famille représente également une charge qu'il est nécessaire de prendre en compte. La référence utilisée pour le paramètre du revenu est le salaire conventionnel appliqué aux gérants et aux travailleurs qualifiés du secteur agricole dans le département du Finistère.

L'échantillon contient uniquement des exploitations laitières spécialisées. Pour des raisons statistiques, l'étude du coût de production en France est basée sur les chiffres moyens des exploitations des différentes régions. Ces exploitations laitières comptent généralement entre 37 et 68 vaches laitières.



2 Les relevés du RICA se basent sur une sélection stratifiée reprenant uniquement des exploitations spécialisées ainsi que des sociétés de personnes. En outre, l'échantillon reprend seulement les exploitations d'une certaine dimension économique, calculée en fonction des unités de dimension européennes (UDE).

3 L'extrapolation pour l'année 2013 se base sur les indices des prix d'achat des moyens de production agricole de janvier à novembre 2013 (source : INSEE).

Résultats

Pour l'année 2013, le coût de la production laitière pondéré en fonction du volume de lait produit par exploitation, a été calculé pour neuf régions laitières (voir graphique). Ces régions se réfèrent aux bassins laitiers régionaux, définis par le Ministère de l'agriculture français pour l'attribution des quotas laitiers. Cependant, pour des raisons de statistiques, les régions laitières ne correspondent pas toujours exactement aux bassins laitiers.

Vu les différences de structure d'une région à l'autre, les résultats finaux des coûts de production pour les neuf régions laitières varient entre 34 centimes par kilo de lait dans les régions côtières (Grand Ouest) et 49 centimes dans les régions montagneuses (Sud-Est).

Dans l'ensemble, le coût de production du lait dans les régions laitières en 2013 s'élevaient à environ 40 – 45 centimes d'euros par kilo de lait (Grand Est, Nord-Picardie, Normandie, Poitou-Charentes, Sud Ouest – voir tableau 1).

Les valeurs ci-dessus sont hors TVA et se rapportent à du lait comptant 3,3 % de protéine et 4 % de matière grasse.

Le coût a été calculé par kilo de lait et en tenant compte des aides. Celles-ci ont ainsi déjà été déduites du coût total (voir tableau 1).

Les chiffres ne prennent cependant pas en compte les charges supplétives pour le capital propre investi dans l'exploitation et pour les terres en propriété. Pour un aperçu détaillé des charges supplétives, voir tableau 2.

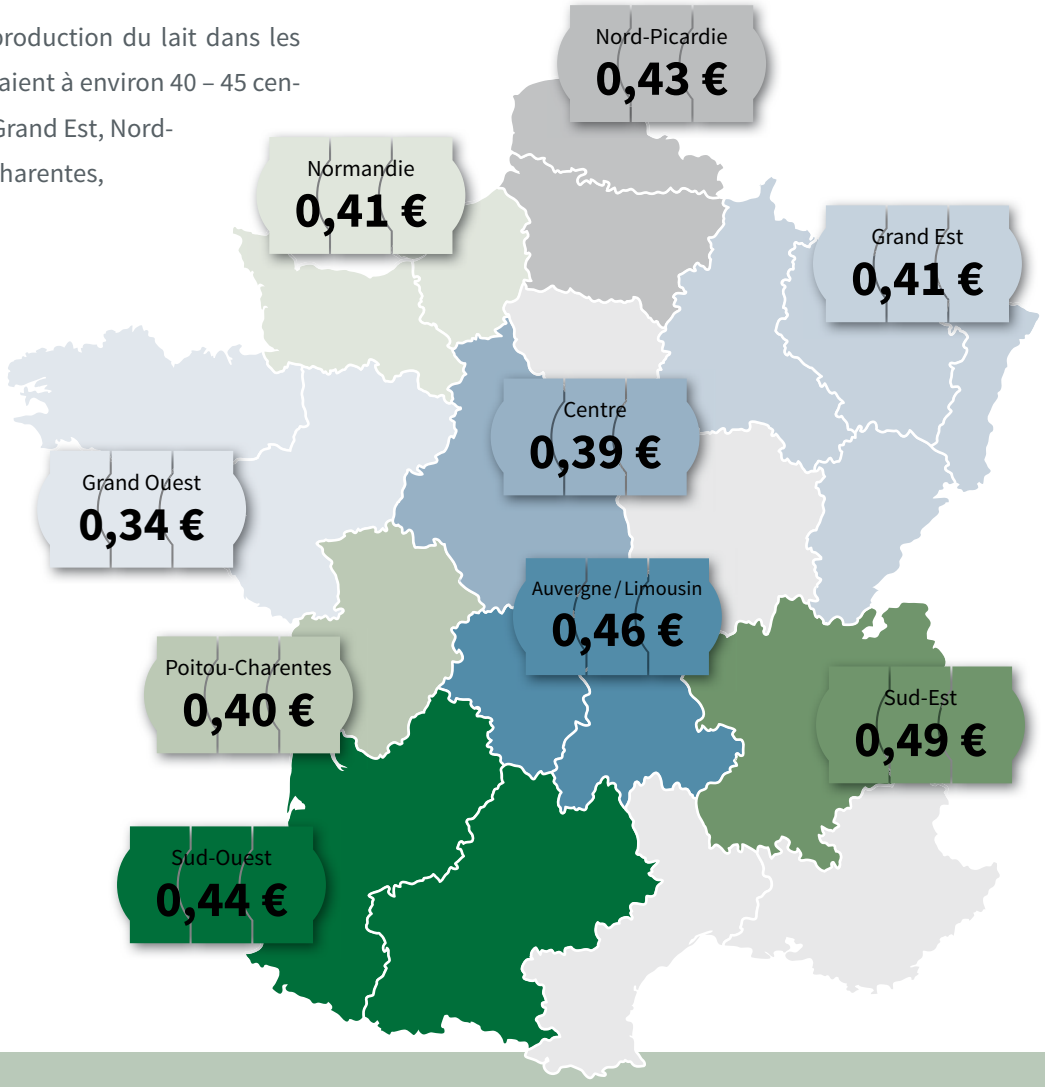


Tableau 1 : Coût de production par région laitière (situation 2013)

Région laitière	Coût de production (totaux sans les charges supplétives) en ct/kg	Aides en ct/kg	Valeur du coût de production moins les aides en ct/kg
Nord-Picardie	49,33	6,04	43,29
Normandie	47,41	6,24	41,17
Grand Ouest	40,02	5,74	34,28
Centre	44,53	5,68	38,85
Grand Est	47,66	6,84	40,82
Poitou-Charentes	45,64	5,75	39,89
Auvergne / Limousin	53,82	7,89	45,93
Sud-Ouest	51,47	7,00	44,47
Sud-Est	56,79	8,21	48,58

Tableau 2 : Charges supplétives dans les régions laitières (situation 2013)

Région laitière	Charges supplétives en ct/kg pour	
	les terres	le capital
Nord-Picardie	0,23	2,67
Normandie	0,37	2,87
Grand Ouest	0,26	2,50
Centre	0,10	2,35
Grand Est	0,24	3,46
Poitou-Charentes	0,21	2,24
Auvergne / Limousin	0,51	3,30
Sud-Ouest	0,49	2,92
Sud-Est	0,37	3,69

Résumé

En 2013, les producteurs laitiers français ont perçu en moyenne 33,8 centimes par kilo de lait[4].

Cela signifie qu'il y avait, selon la région laitière, un déficit de jusqu'à 15 centimes. Ce déficit est encore plus important lorsque les charges supplétives sont prises en compte. La production laitière est ainsi une activité à perte pour les éleveurs laitiers français.

Pour que la production laitière ait un avenir en France, le prix payé aux producteurs doit être de 45 centimes par kilo de lait.

Tout comme les éleveurs français, les producteurs dans d'autres pays européens ne perçoivent pas un prix qui couvre leur coût de production. Les conséquences de cette évolution négative se vérifient dans le nombre croissant d'exploitations laitières en Europe obligées de cesser la production, ce qui engendre la suppression d'un nombre important d'emplois dans le secteur agricole. Pour mettre fin à cette tendance, il est primordial que les producteurs puissent bénéficier d'un prix rémunérateur sur le marché. Les aides ne sont cependant pas à même d'éliminer les distorsions de marché existantes. La mise en place d'un cadre adéquat qui assure un bon fonctionnement du marché et garantit aux producteurs un revenu équitable, est dès lors essentielle. C'est aux producteurs, aux politiques et aux consommateurs qu'incombe la responsabilité partagée de revendiquer et de concevoir un tel cadre afin de permettre une politique agricole juste et équitable.

4 Avec 3,8 % de matière grasse et 3,2 % de protéine ; source : Agreste Conjoncture lait 2014

European Milk Board ASBL
Rue du Commerce 124
1000 Bruxelles
Belgique

Tél. : +32 (0) 2 808 19 35
office@europeanmilkboard.org
www.europeanmilkboard.org

The fair milk

EMB
European Milk Board